



**Déclaration de la FSU**  
**des Pyrénées Atlantiques**  
**au CTSD du 8 mars 2021**

**Monsieur le Directeur Académique,**

La rentrée 2021 se prépare comme les années précédentes, c'est - à - dire en mettant en place des mesures de compression budgétaire. Cette année, elles sont particulièrement dévastatrices qui plus est dans le contexte sanitaire et social que nous connaissons. Vous décidez ainsi un véritable « plan social » de 23 postes dans le second degré, la création de 32 postes ne suffisant pas à dissimuler le forfait de la suppression de 55 postes dans le département.

Cette politique est incompréhensible et inacceptable étant donné que le nombre d'élèves, lui, est en augmentation. Nous allons en effet accueillir plus de 370 élèves supplémentaires, soit l'équivalent du collège des Cordeliers d'Oloron - Sainte - Marie et simultanément, perdre l'équivalent de 56% des enseignant-e-s de ce type d'établissement.

En effet, dans les collèges, les pertes en nombre d'enseignant-e-s sont considérables. Même les créations des postes en ULIS ne masquent plus la destruction volontaire des postes et la multiplication des compléments des services. Tout cela se réalisera au détriment de la stabilité des équipes, de l'encadrement des élèves et de leurs apprentissages.

Dans les lycées, c'est bien la mise en concurrence des disciplines et des établissements, initiée et affirmée par les réformes du lycée et du baccalauréat, qui provoquent le très grand nombre de suppressions. De plus, l'inégalité de traitement sur le territoire met en danger des établissements pour, objectivement au moins, en favoriser d'autres.

Que dire du sort des enseignements scientifiques et technologiques, qui, à l'heure où la recherche scientifique prouve son absolue nécessité à l'échelle internationale, sont littéralement démantelés dans notre département ?

L'enseignement professionnel est lui aussi très largement impacté. La diminution des horaires en enseignement général avec la mise en place de la co-intervention et la diminution du nombre de TP ne répond certainement pas aux besoins des élèves dans ces établissements. La diversité de l'offre de formation n'est plus assurée par le service public, au profit des organismes privés.

Près de 20 % des postes vacants à la rentrée prochaine sont profilés. En EPS, alors que le mouvement est, chaque année, très compliqué sur la Côte basque, le poste au mouvement du collège Endarra risque d'être profilé en basque. Certaines disciplines vont être lourdement pénalisées pour le mouvement à venir puisque le très grand nombre de mesures de carte scolaire va considérablement réduire notre mobilité professionnelle.

La volonté d'augmenter le nombre d'heures supplémentaires pour chaque enseignant-e-s, induit, de fait, une surcharge de travail considérable, qui plus est très largement sous-rémunéré et contribue à la fermeture de nombreux postes ainsi qu'un recours accru et déraisonnable aux compléments de service. Nous ne sommes pas des « tâcherons ».

En même temps, plus d'une vingtaine de BMP équivalents à des services d'enseignant-e-s, agrégé-e-s ou certifié-e-s restent sans attribution pour la rentrée prochaine alors qu'ils pourraient faire l'objet des créations.

Nous continuerons de dénoncer et de lutter contre la dégradation sans précédent, injustifiée et imméritée, de nos conditions d'exercice.